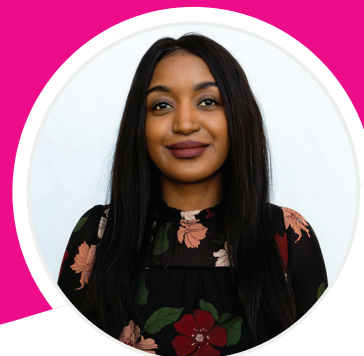


Rapport de la Représentante de l'Alberta

L'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC) a continué sa mission, celle de défendre les droits des femmes de la francophonie canadienne afin de vivre et de s'épanouir pleinement en français.



Rédigé par Sarah
Ariène Nyakeru
Représentante de l'Alberta
et vice-présidente de l'AFFC

Étant un organisme inclusif, l'AFFC tient compte de la diversité des femmes de la francophonie canadienne vivant dans un contexte minoritaire. Ainsi, l'AFFC a su faire avancer les dossiers qui touchent toutes les femmes francophones et acadiennes.

Lors des rencontres du conseil d'administration de l'AFFC, la représentante de l'Alberta a mis de l'avant la réalité des femmes en situation minoritaire linguistique de l'Alberta. De plus, la représentante a siégé sur le comité d'inclusion pour contribuer aux échanges promouvant l'intersectionnalité.

Durant les rencontres du Conseil d'administration, nous avons fait des suivis sur les différents projets de l'AFFC: Échos des femmes, Intégration des nouvelles arrivantes, Table ronde sur le masculinisme et la francophobie, différentes rencontres politiques, FrancoZone, MentorAtion, projet sur personnes aidantes, Magazine PrésentEs!, Autour d'Elles: récits de femmes, etc.



L'AFFC a tenu son congrès annuel, ainsi que son assemblée générale annuelle (AGA), du 5 au 7 novembre 2021 à Ottawa. Durant l'AGA, la représentante de l'Alberta a été élue vice-présidente de l'AFFC et fait donc partie de son bureau de direction (comité exécutif).

En date du 24 juin 2022, l'AFFC a tenu une rencontre du Conseil d'administration à Yellowknife. Cette visite nous a également permis de rencontrer les femmes franco-ténoises et d'échanger sur les défis auxquels elles font face. Le but de cette rencontre était de les inciter à commencer une organisation pour les femmes francophones à Yellowknife.

Dans le cadre des consultations pour l'élaboration du prochain Plan d'action sur les langues officielles 2023-2028, l'AFFC a tenu une rencontre avec la ministre des langues officielles, Ginette Petitpas Taylor, pour s'assurer que les priorités des femmes y soient mieux identifiées.